Déclaration préalable – CSA du 12 avril 2023

Mesdames et Messieurs les membres du Comité Social d'Administration de l'Académie de Rennes,

SUD Éducation Bretagne commencera par rappeler ici qu'avec les personnels de l'Éducation nationale, nous restons fortement mobilisé.es contre la réforme des retraites que tente de nous imposer le gouvernement. Demain, nous serons une nouvelle fois en grève pour montrer notre opposition ferme et déterminée à cette réforme injuste et injustifiée. Nous défilerons dans les 25 manifestations prévues en Bretagne.

Cette réforme des retraites incarne, dans son contenu comme dans sa procédure d'adoption, un modèle de société que nous combattons : injuste et brutal.

Injuste car l'obligation de travailler deux ans de plus pénalise l'ensemble des travailleurs et des travailleuses et aggrave la précarité pour celles et ceux qui sont le plus discriminé·es dans le monde du travail : les femmes, les personnes racisées, les personnes handicapées.

Brutal par le recours au 49-3, qui est un coup de force révélateur de la faiblesse de la majorité à l'Assemblée nationale et de son impopularité. Brutal par la répression violente dont sont victimes les manifestants et manifestantes et par les arrestations injustifiées de syndicalistes.

Cette réforme, rejetée par neuf travailleurs et travailleuses sur dix, s'inscrit dans le modèle productiviste et écocide du "travailler plus pour produire plus" alors que la finitude des ressources et la très grave crise écologique à laquelle nous faisons face nous imposent au contraire de réduire nos consommations, donc notre production, en réfléchissant aux besoins qui sont essentiels.

C'est pourquoi nous rappelons ici notre revendication de l'abandon du projet de réforme des retraites et notre soutien aux mobilisations écologiques, notamment celles contre les mégabassines réprimées violemment et sans aucun discernement par le gouvernement.

Les personnels de l'Éducation nationale expriment dans leur mobilisation l'aspiration à une société, mais également à une école, plus juste, plus démocratique et plus écologique.

Il faut l'entendre.

Mais, le ministère de l'Éducation nationale continue à imposer ses mesures impopulaires aux personnels. Ainsi, les personnels s'opposent au projet de transformation de la classe de sixième au collège avec la suppression de la technologie, l'instauration d'une heure de soutien/approfondissement et la généralisation de l'accompagnement aux devoirs.

Le Pacte est également rejeté par les personnels qui ont bien compris que le ministère utilise les promesses de revalorisation comme un cheval de Troie pour leur faire porter la pénurie de personnels et l'augmentation du temps de travail.

SUD éducation Bretagne revendique une augmentation des salaires sans aucune contrepartie.

Enfin, nous souhaitons vous alerter sur une situation préoccupante qui touche les personnels et établissements de notre académie.

En effet, depuis plusieurs mois, des groupes d'extrême-droite mènent des campagnes de diffamation et menacent les personnels de l'académie de Rennes via les réseaux sociaux.

Dans le Morbihan, c'est le Lycée Dupuy-de-Lôme de Lorient qui fait aujourd'hui face à ces menaces. En effet, vendredi 14 avril, le lycée Dupuy-de-Lôme organise une journée de l'engagement citoyen à destination des élèves de seconde. En lien avec les programmes disciplinaires et l'enseignement moral et civique, de très nombreuses associations sont invitées par les professeurs pour faire travailler les élèves sur l'engagement citoyen et les valeurs de la République.
Ce projet est actuellement l'objet de menaces inacceptables : sur les réseaux sociaux, plusieurs organisations d'extrême-droite comme la Cocarde s'attaquent à la venue de l'association SOS Méditerranée, connue pour venir au secours des migrant.es qui mettent leurs vies en péril en tentant de traverser la mer Méditerranée. Le Secrétaire départemental du Morbihan du mouvement d'extrême-droite « Reconquête ! » appelle à un rassemblement devant le lycée Dupuy-de-Lôme vendredi matin. Cet appel a été diffusé sur le site Riposte Laïque, site déjà condamné pour menaces et injures racistes à l'encontre d'un député.

SUD Éducation Bretagne rappelle que c'est ce même site qui avait publié le 14 novembre 2022 un article diffamatoire et ordurier contre une élue de Callac en charge du suivi d'un projet de centre d'accueil de réfugié.es, par ailleurs enseignante. Le texte aux propos et sous-entendus injurieux fournissait de nombreux détails sur la vie professionnelle et personnelle de cette collègue, ainsi que des éléments permettant d'identifier l'établissement scolaire où elle travaille et le lieu où elle vit.

Ces attaques sur les réseaux sociaux et cet appel à rassemblement sont une atteinte inacceptable à la liberté pédagogique et aux valeurs de la République. Nous les condamnons.

Nous rappelons que SOS Méditerranée est une association agréée par l'Éducation nationale. En attaquant cette association, le lycée Dupuy-de-Lôme ainsi que les personnels à l'initiative de ce projet citoyen, c'est bien l'Éducation nationale dans son ensemble qui est visée.

SUD Éducation Bretagne apporte son soutien total aux membres de SOS méditerranée ainsi qu'aux personnels et élèves du lycée Dupuy-de-Lôme de Lorient.

La lycée Dupuy-de-Lôme a déjà porté plainte suite à un Tweet de la Cocarde en février dernier.

Aujourd'hui, nous demandons que le monsieur le recteur d'académie apporte son soutien à l'équipe pédagogique et au lycée Dupuy-de-Lôme, notamment en répondant positivement à l'invitation du lycée à participer à cette journée de l'engagement citoyen vendredi 14 avril.

Ces menaces ne doivent pas être prises à la légère. Depuis l'assassinat de Samuel Paty le 16 octobre 2020, nous savons que la haine tue.

SUD Éducation Bretagne exige qu'une protection fonctionnelle soit accordée systématiquement aux personnels menacés lorsqu'ils en font la demande.

Partout, nous serons présent·es pour contrer ces agissements et défendre notre projet de société : une école émancipatrice dans une société solidaire !